

L'Aide Médicale d'Etat d'un milliard d'euros, ce puits sans fond révélateur de l'immigration

Le site [économie matin](#) révélait le véritable coût de l'aide médicale d'état en 2013 :

« En 2013, le budget de l'AME – Aide Médicale d'État- a augmenté de 43% "en raison de la forte poussée du nombre d'étrangers en situation irrégulière". Son coût pour le contribuable français a explosé à plus d'un milliard d'euros, soit deux fois plus que la prévision de 588 millions d'euros des "experts" socialistes avouée par la ministre de la santé Marisol Touraine ! »

Les « sans papiers » demandent très rapidement l'AME pour les soins mais aussi comme base pour accéder à de nombreux services. Pour obtenir l'AME, il suffit de prouver sa situation irrégulière et la preuve de sa présence depuis au moins trois mois sur le territoire Français (de nombreuses associations émettent des attestations dans ce sens). Ainsi, en Ile de France, être clandestin permet de voyager avec [75% de réduction](#) (quand un chômeur n'en a que 50%). Ces documents sont essentiels lors des demandes de régularisation afin de démontrer la présence et la volonté à s'insérer. A noter que [90 % de ces clandestins](#) sont entrés en France de façon régulière ([2.500.000 visas](#)¹ de tourisme décernés en 2013 à des étrangers extra-européens, outre [200.000 premiers titres de séjours](#) accordés², soit plus de 2.700.000 entrées régulières d'étrangers extra européens en 2013 en France³).

Selon [Le Monde](#), en 2009, 210.000 clandestins ont bénéficié de cette aide pour bénéficier gratuitement du système médical français. Pour cela, l'état avait dépensé 546 millions d'euros. Ce qui permet de calculer le coût moyen annuel par clandestin : 2 600 euros.

Si la France a dépensé, en 2013, 1.006.770.785 euros pour l'AME, cela nous permet de calculer le nombre de clandestins (sur un coût moyen de 2 600 euros) : 387 219.

Afin d'absorber ces « sans papiers » extra communautaires (hors espace Schengen), l'Etat a régularisé [45.000 personnes en 2013](#) et naturalisé [52.200](#) autres personnes (bien loin des 95 000 naturalisations en 2010 sous Sarkozy). Les « éloignements » restent infimes car il s'agit de Roumains, Bulgares (espace Schengen) ou de clandestins arrivés à Mayotte, tous revenants rapidement.

La France admet donc officiellement, par régularisation ou naturalisation, un peu moins de 100.000 étrangers parmi les 387.000 clandestins et les 200.000 immigrés arrivant chaque année (dont le titre de séjour n'a pas été renouvelé).

Ces chiffres ne concernent pas les demandeurs d'asile, [qui en 2013](#), étaient au nombre de 70.000. Ces gens sont en situation légale tant que leur dossier n'est pas instruit. Ils sont ainsi pris en charge, pour la santé, par la [CMU](#). 80% des demandeurs d'asile voient leur demande d'asile rejetée et l'immense majorité reste en France. Devenant clandestins, ils bénéficient alors de l'AME.

Il est important de rappeler que la France a dépensé en 2013 plus de 670 millions d'euros pour la prise en charge (hors CMU) des demandeurs d'asile. Mais qu'en est-il pour les clandestins - 5,5 fois plus nombreux ?

A titre d'exemple, en 2013, 70% des [350.000 demandes](#) d'hébergement d'urgence concernaient des étrangers (non demandeurs d'asile) pour un coût de [458 millions d'euros](#).

Des milliards d'euros dépensés pour déraciner des populations de leur lieu de vie. Car si les immigrés viennent pour vivre mieux (et c'est compréhensible), à quel prix pour les populations d'accueil ?

Un indice : [un tiers des Français déclare avoir renoncé ou reporté des soins médicaux pour des raisons financières en 2013](#).

1Liste des pays dont les ressortissants sont [dispensés de visa](#) : notamment l'ensemble des pays européens

2Sans compter les renouvellement de titres

3Ces entrées régulières sont ainsi à l'origine de l'essentiel des séjours irréguliers, car il n'y a pas de vérification que l'étranger retourne effectivement dans son pays à l'expiration de son visa touristique ou de son titre de séjour, pas même un simple comptage des retours.

Observatoire Migration

L'Observatoire des Migrations en France et dans le monde

<http://www.observatoire-migration.org>
